

**Décret n° 251 /PR /MBCPFP du 19 juin 2012 Fixant les modalités d'attribution et de calcul du capital décès aux ayants droit de l'agent public décédé.**

Le Président de la République,  
chef de l'Etat,

**Vu** la constitution,

**Vu** le décret n° 140/PR du 27 février 2012 portant nomination du premier ministre, chef du gouvernement,

**Vu** le décret n° 141/PR du 28 février 2012 portant nomination des membres du gouvernement de la République,

**Vu** la loi n° 1/2005 du 4 février 2005 portant statut général de la fonction publique,

**Vu** la loi n° 8/91 du 26 septembre 1991 portant statut général des fonctionnaires, ensemble les textes modificatifs subséquents,

**Vu** la loi n° 3/88 du 31 juillet 1990 fixant les conditions générales d'emploi des agents contractuels de l'Etat, ensemble les textes modificatifs subséquentes,

**Vu** le décret n°692/PR/MBCPFPRE du 14 octobre 2010 portant attributions et organisation du Ministère du Budget, des Comptes Publics, de la Fonction Publique, Chargé de la Réforme de l'Etat ensemble les textes modificatifs subséquents,

**Vu** l'arrêté du 30 juillet 1956 modifiant l'article 345 de l'arrête du 4 novembre 1949 modifié, règlementant l'attribution des secours sur le budget général, Les budgets annexes et les budgets locaux de l'AEF,

Le conseil d'Etat consulté,

Le conseil des ministres entendu.

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le présent décret pris en application des dispositions des articles 97 alinéa 3 et 195 de la loi n°1/2005 du 4 février 2005 susvisée, fixe les modalités d'attribution et de calcul du capital décès aux ayants droits de l'agent public décédé.

**Article 2 :** - conformément aux dispositions de l'article 97 alinéa 3 de la loi n°1/2005 du 4 février 2005 susvisée, cumulativement avec la pension de réversion, il est alloué au conjoint survivant et aux orphelins mineurs de l'agent public décède un capital décès.

**Article 3 :** - Le capital décès est une allocation forfaitaire à caractère social consistant en une somme d'argent versée en une seule fois aux ayants droit visés à l'article 2 ci-dessous.

**Article 4 :** Le montant du capital décès est égal à trois fois le dernier salaire mensuel perçu par le de cujus.

Ce montant est réparti ainsi qu'il suit :

- cinquante pour cent à parts égales au conjoint survivant,
- cinquante pour cent à parts égales pour chaque enfant mineur.

**Article 5** - En cas d'absence de l'un des groupes d'ayants droit, la totalité du capital décès échoit à l'autre groupe.

**Article 6** - La procédure de liquidation du capital décès est mise en œuvre à la demande des bénéficiaires adressée exclusivement au service compétent du ministère du budget.

**Article 7** - Le capital décès est insaisissable, son droit n'est pas cessible.

Ce droit est prescrit à l'expiration du délai de quatre ans à compter du décès de l'agent public.

**Article 8** - Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 9** – Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 19 juin 2012

**Ali BONGO ONDIMBA**

Par le Président de la République, Chef de l'Etat,

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

**Raymond. NDONG SIMA**

Le Ministre de la Famille et des Affaires Sociales

**Honorine NTSAME ALLOGO épouse NZET BITEGHE**

Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique

**Rose Christiane Ossouka Raponda**